

2015



**RAPPORT
FINANCIER**

CONTACT

0 805 160 011
gratuit depuis un poste fixe
en France métropolitaine

AIDES – Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin cedex

www.aides.org
www.seronet.info
[@assoAIDES](https://facebook.com/aides)

REMERCIEMENTS

AIDES remercie tout particulièrement ses donateurs-rices, les entreprises, les personnalités, et les pouvoirs publics qui nous ont soutenus en 2015. Nous remercions également toutes les associations partenaires qui œuvrent avec nous dans cette lutte. Merci à tous les militants-es de AIDES, volontaires, salariés-es, personnes accueillies et leurs proches !



DON EN CONFIANCE

AIDES est labellisée « don en confiance » par le Comité de la Charte. À ce titre, elle respecte les règles de la Charte sur le don en confiance en matière de transparence financière et de bonne gestion des dons.

Directeur de la publication : Aurélien Beaucamp
Coordination : Direction communication collective
Rédaction : Magali Capitaine, Inès Rigaud
Relecture : Sandra Giraudeau, Nathalie Gautier, Christian Andréo
Coordination technique : Audrey Musto
Maquette : Alban Perinet
Imprimeur : Pure Impression
Nombre d'exemplaires : 1 900



2015

CONTRÔLES ET TRANSPARENCE :

UNE EXIGENCE INDISPENSABLE

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2015 ont fait l'objet d'une certification par un commissaire aux comptes, le cabinet Deixis. La certification atteste que, au regard des règles et principes comptables français, les comptes annuels sont réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de AIDES à la fin de l'exercice. Elle atteste également de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association.

Par ailleurs, AIDES est labellisée « don en confiance » par le Comité de la Charte. À ce titre, elle respecte les règles de la Charte sur le don en confiance en matière de transparence financière et de bonne gestion des dons.

AIDES a bénéficié en 2015 d'un contrôle de la Direction générale de la santé pour la période du 01/01/2011 au 31/12/2014 et d'un audit du cabinet JDS sur les comptes 2014.

III RÉSULTAT



L'exercice 2015 se solde par un résultat excédentaire de 2 315 K€, représentant environ 5,98 % des charges d'exploitation 2015. L'exercice 2014 s'était soldé par un excédent de 2 787 K€ représentant environ 6,7 % des charges d'exploitation 2014.

Rappelons que l'exercice 2013 s'était soldé par un déficit de (-2 374 K€) représentant environ 5,7 % des charges d'exploitation 2013. Face à l'aggravation des difficultés économiques auxquelles l'association faisait face depuis 2012, l'année 2014 avait été marquée par la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), annoncé en comité central d'entreprise le 12 décembre 2013.

Le résultat 2015 se décompose ainsi :

- le résultat propre de AIDES : il est excédentaire et s'élève à 1 830 K€ ;
- le résultat sous contrôle de tiers financeur : il est excédentaire et s'élève à 485 K€. Il s'agit du cumul des résultats des établissements médico-sociaux gérés par AIDES (Caarud, ACT, SAVS). Ces résultats sont dits « à tiers financeur » car la décision finale d'affectation des excédents et des déficits appartient à la tutelle de

ces établissements : l'État, représenté par les Agences régionales de santé (ARS). Le résultat est à sa disposition, celui-ci a deux ans pour nous faire part de sa décision de nous laisser utiliser ces sommes ou de demander leur restitution.

Le résultat 2015 permet à l'association AIDES de continuer à améliorer ses fonds propres, qui augmentent ainsi de 124 %, passant de 2 051 K€ en 2014 à 4 595 K€ en 2015. Il est à noter que dans ces 4 595 K€ de fonds associatifs, 1 256 K€ constituent une réserve sur les établissements médico-sociaux et 1 305 K€ constituent un report à nouveau à tiers financeur, susceptibles d'impacter les résultats futurs et donc d'amputer d'autant les fonds propres.

Le niveau des fonds associatifs correspond ainsi à 41 jours de fonctionnement en 2015 contre 19 jours en 2014.

L'année 2015 confirme donc l'amélioration de la situation financière de l'association amorcée en 2014 par la mise en place de mesures d'économie dont le PSE qui a réduit significativement les charges de structure du siège de l'association.

III UNE STABILISATION DES RESSOURCES PRIVÉES AU PROFIT DES RESSOURCES PUBLIQUES

Le montant total des ressources s'élève à **42,9 M€ en 2015** contre 41,9 M€ en 2014. Les produits sont donc en hausse de 2,2 % pour un montant de 938 K€.

Les ressources privées

Les ressources privées s'élèvent à **18,8 M€** en 2015, contre **18,9 M€** en 2014 soit une baisse de 137 K€. Elles représentent **43 % des ressources totales** de l'association en 2015 et sont stables par rapport à 2014.

Les ressources privées comprennent :

- l'ensemble des dons et legs pour **18,5 M€** : issus de la générosité des particuliers et des entreprises ;
- les « autres fonds privés » : subventions d'associations et fondations.

Les financements publics

Les financements publics, subventions nationales et internationales, s'élèvent à **21,3 M€** alors qu'ils se situaient à **20,3 M€** en 2014. Ils représentent **50 % du total des ressources** en 2015 contre 48 % en 2014.

La variation à la hausse du total des financements publics est de 941 K€, dont 269 K€ sont issus des établissements médico-sociaux et 530 K€ des dotations des ARS pour la mise en place de projets pilotes d'offre de santé sexuelle (OSS).

Les « autres produits » constitués de produits exceptionnels, vente de locaux, produits financiers, etc., s'élèvent à **1,4 M€**.

RESSOURCES 2015

42,9 M€

(2014 : 41,9 M€)

FINANCEMENTS PRIVÉS

18,8 M€

Collecte : 18,5 M€

Autres financements privés et autres produits : 0,3 M€

FINANCEMENTS PUBLICS

21,3 M€

CPAM (établissements médico-sociaux) : 8,1 M€

CPAM (dépistage Trod) : 1,1 M€

ARS : 5,9 M€

Subventions publiques internationales : 0,9 M€

Communes : 0,6 M€

III UNE REMONTÉE DES CHARGES APRÈS UN RALENTISSEMENT DES ACTIVITÉS SUR 2014

MONTANT TOTAL DES CHARGES

40,6 M€

Le montant total des charges s'élève à **40,6 M€ en 2015**, contre 39,2 M€ en 2014. Soit une hausse des charges de 1,4 M€, dont 935 K€ de charges exceptionnelles.

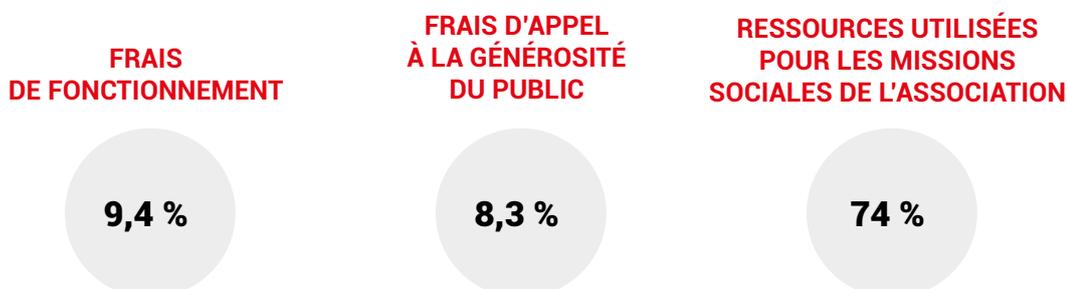
Les charges 2015 sont marquées par :

- la masse salariale qui s'élève à 19,5 M€ contre 19,9 M€ en 2014 soit une baisse de 400 K€. Elle représente

48,1 % des charges en 2015 contre 50,9 % en 2014. L'effectif total compte 455 salariés-es au 31 décembre 2015 contre 414 salariés-es au 31 décembre 2014, ce qui représente 431 équivalent temps plein (ETP) en décembre 2015 contre 387 ETP en décembre 2014 et 428 ETP en décembre 2013. L'association est certes revenue à un effectif similaire à 2013 mais, suite au PSE qui a essentiellement touché les fonctions support du siège, les moyens humains ont été redéployés sur le terrain au plus proche des actions menées par l'association ;

- une hausse de 573 K€ sur les achats et les services extérieurs liée à la reprise de l'activité post-PSE.

III LE RETOUR A UN NIVEAU D'ACTIVITÉS AVANT PSE, LES MOYENS REDÉPLOYÉS SUR NOS ACTIONS DE TERRAIN



- Les ressources de l'association ont été consacrées en 2015 pour **74 % aux missions sociales** de l'association contre 70 % en 2014, c'est-à-dire aux actions de lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales à destination des populations les plus exposées à ces épidémies en France et à l'international notamment à travers notre soutien (2,2 M€) à la Coalition International Sida PLUS dont AIDES est membre fondateur.
- **Les frais d'appel à la générosité du public (collecte) représentent 8,3 % des charges** et sont stables par rapport à 2014. Ils sont essentiellement financés par les ressources privées dont la générosité du public. C'est un investissement important mais nécessaire pour financer l'innovation, le plaidoyer et compléter les financements publics souvent insuffisants dans un objectif de pérennisation de nos actions de terrain. En 2015, AIDES s'est également investie dans des opérations de collecte en porte à porte.
- **Les frais de fonctionnement s'élèvent à 9,4 % des charges** contre 12,1 % en 2014. Ils comportent toutes les charges des fonctions supports nécessaires à la mise en œuvre des actions (comptabilité, contrôle de gestion, services généraux, ressources humaines, animation de la vie associative et démocratique, etc.). Ils sont essentiellement constitués de charges salariales, de frais de mission et de déplacement ainsi que de charges locatives. La baisse des frais de fonctionnement est une conséquence directe de l'impact du PSE.

III BILAN ACTIF

Montants en K€	2015	2014
Immobilisations incorporelles		
Concession, brevets et frais de recherche	36	13
Autres immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles		
Terrains	403	419
Constructions	1 608	2 060
Installations techniques, matériel industriel	60	75
Autres immobilisations corporelles	1 219	1 331
Immobilisations en cours	10	13
Immobilisations financières		
Autres titres immobilisés	54	53
Prêts	663	617
Autres immobilisations financières	328	245
ACTIF IMMOBILISÉ	4 381	4 825
Stocks		
Stocks de produits intermédiaires et finis	16	10
Créances d'exploitation		
Avances, acomptes versés sur commandes	5	66
Créances usagers et comptes rattachés	152	197
Autres créances	6 282	4 868
Disponibilités et divers		
Valeurs mobilières de placement	25	25
Disponibilités	3 857	2 779
Charges constatées d'avance	255	184
ACTIF CIRCULANT	10 592	8 130
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0
Écart de conversion actif	0	0
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	14 974	12 955

III BILAN PASSIF

Montants en K€	2015	2014
Fonds associatifs		
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 328	1 328
Autres réserves	1 256	988
Report à nouveau	-4 159	-5 845
Résultat de l'exercice	2 315	2 787
Autres fonds associatifs		
Report à nouveau des résultats sous contrôle de financeurs	1 476	642
Écart de réévaluation	1 608	1 608
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	732	503
Provisions réglementées	40	40
FONDS ASSOCIATIFS	4 595	2 051
Comptes de liaison		
Provisions pour risques et charges	799	1 254
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement	993	625
Sur autres ressources	306	286
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	630	932
Emprunts et dettes financières divers	48	40
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 884	1 789
Dettes fiscales et sociales	3 423	2 646
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	98	2
Autres dettes	400	112
PCA	1 797	3 218
AUTRES PASSIFS	10 379	10 904
Écart de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	14 974	12 955

Le résultat de AIDES est excédentaire de + 2 315 K€. Ce résultat se décompose de la manière suivante :

- le résultat propre de AIDES excédentaire de + 1 830 K€ ;
- un résultat net cumulé de + 485 K€ dégagé sur les établissements médico-sociaux (Caarud, ACT, etc.) et donc sous contrôle de la tutelle. La décision finale d'affectation des excédents provenant des activités médico-sociales appartient non pas à AIDES mais à la tutelle (il s'agit de résultat « sous contrôle de tiers financeur », c'est-à-dire à disposition des ARS).

Les fonds propres de AIDES augmentent de 124 % passant de + 2 051 K€ à + 4 595 K€ dont :

- 832 K€ de fonds propres de AIDES ;
- 3 763 K€ de fonds propres pour les établissements médico-sociaux. Ils sont constitués de résultats et réserves à tiers détenteurs et reste susceptibles d'impacter les résultats des deux prochains exercices en amputant potentiellement d'autant les fonds propres.

III RESSOURCES

Montants en K€	2015	%	2014	%
Stocks	-8	0 %	0	0 %
Production stockée	-8		0	
Ventes et prestations de services	212	0 %	247	1 %
Ventes de marchandises	0		0	
Prestations de services	212		247	
Subventions publiques internationales	848	2 %	852	2 %
Union européenne	117		62	
AFD (MAE)	731		790	
Subventions publiques nationales	20 415	48 %	19 470	46 %
DGS / ARS	9 041		8 436	
ANRS	276		267	
Inpes	70		122	
MILDT	10		8	
Autres ministères	134		179	
Conseils régionaux	81		115	
Conseils généraux	448		406	
Communes	626		710	
CUCS	9		34	
ACSE	25		8	
Autres collectivités territoriales	1		1	
Cnam	62		62	
Cram	35		35	
CPAM (dont produit de la tarification)	9 300		8 973	
CAF et ALT	0		0	
Autres organismes sociaux	0		0	
Aides à l'emploi (CNASEA : CEJ, CES, CEC)	297		102	
Autres subventions liées au personnel	0		14	
Collectes (dons & legs)	18 461	43 %	18 547	44 %
Dons	18 218		18 284	
Legs	243		263	
Autres financements privés	56	0 %	131	0 %
Subventions privées	49		125	
Cotisations	7		7	
Autres produits	1 152	3 %	2 487	6 %
RAP, transferts de charges	886		2 246	
Autres produits	258		234	
Produits financiers	8		7	
Produits exceptionnels	1 226	3 %	132	0 %
Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs	515	1 %	73	0 %
Sous-total	42 877	100 %	41 939	100 %
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Prestations en nature (espaces de communication)	1 166		715	
Volontariat	2 368		2 361	
TOTAL	46 411		45 015	

Les financements publics représentent 50 % des ressources globales de l'association.

Hausse des financements publics :
 > stabilité de la dotation de la Direction générale de la santé ;
 > dotation exceptionnelle ARS de 530 K€ en 2015 pour le financement du projet OSS ;
 > contrairement aux subventions DGS/ARS, les financements CPAM (produits de la tarification) dans le cadre des dispositifs médico-sociaux (Caarud, ACT) sont en progression constante depuis 2007 (hausse de 327 K€ en 2015) ;
 > hausse des aides à l'emploi liée à l'augmentation du recours aux CUI (contrats uniques d'insertion).

La collecte est stable par rapport à 2014. Elle représente 43 % des ressources totales.

III EMPLOIS

Montants en K€	2015	%	2014	%
Missions sociales	31 735	74,0 %	29 092	69,4 %
> Prévention auprès des populations vulnérables :	21 842	52,1 %	19 572	46,7 %
HSH (hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes)	5 550	13,2 %	5 008	11,9 %
Migrants-es / étrangers-es	4 458	10,6 %	3 865	9,2 %
Détenus-es	552	1,3 %	596	1,4 %
Femmes	803	1,9 %	735	1,8 %
CPP (consommateurs-rices de produits psychoactifs)	7 161	17,1 %	6 270	15 %
Grand public	2 448	5,8 %	2 244	5,4 %
Autres populations vulnérables	869	2,1 %	855	2,0 %
> Soutien auprès des populations vulnérables :	5 397	12,9 %	5 396	12,9 %
PVVIH (personnes vivant avec le VIH et/ou une hépatite)	5 397	12,9 %	5 396	12,9 %
> Renforcement de capacités de partenaires associatifs à l'international	4 023	9,6 %	3 691	8,8 %
> Démocratie sanitaire	262	0,6 %	260	0,6 %
> Ressources externes	210	0,5 %	173	0,4 %
Frais d'appel à la générosité du public (collecte)	3 570	8,3 %	3 375	8,0 %
Fonctionnement	4 051	9,4 %	5 078	12,1 %
Dotations aux provisions	302	0,7 %	984	2,3 %
Engagements à réaliser sur ressources affectées	903	2,1 %	622	1,5 %
Résultat	2 315	5,4 %	2 787	6,6 %
Sous-total	42 877	100,0 %	41 939	100,0 %

74 % des ressources utilisées aux missions sociales de l'association.

L'année 2014 avait été marquée par un ralentissement de l'activité suite à la mise en place d'un PSE. L'année 2015 est celle de la reprise. Nos actions ont porté principalement sur : du dépistage rapide auprès des populations les plus vulnérables (hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, migrants-es/étrangers-es, consommateurs-rices de produits psychoactifs), l'accueil dans les Caarud et la mise oeuvre de projets pilotes d'offre en santé sexuelle.

Les frais d'appel à la générosité du public sont stables entre 2014 et 2015.

Les charges de fonctionnement sont en baisse de 2,7 % entre 2014 et 2015, conséquence du PSE.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Missions sociales	
Dons en nature (espaces de communication)	1 001 540
Volontariat	2 368 2 361
Frais de fonctionnement et autres charges	
Prestations en nature (espaces de communication)	175 175
TOTAL	46 411 45 015

AIDES continue à bénéficier d'espaces de communication offerts gracieusement par les médias. Au-delà de ses actions de terrain, AIDES a pu continuer à réaliser en 2015 la diffusion de messages de prévention et de solidarité envers les personnes vivant avec le VIH auprès d'un très large public.

III COMPTE DE RÉSULTAT

Montants en K€	2015	2014
Montants nets des produits d'exploitation	212	247
Ventes de marchandises	0	0
Prestations de services	63	53
Produits des activités annexes	149	194
Produits d'exploitation	40 916	41 480
Production stockée	-8	
Subventions d'exploitation	21 313	20 447
Reprises sur amortissement, provisions, transfert de charges	886	2 246
Collectes	18 461	18 547
Cotisations	11	11
Autres produits	254	230
Charges d'exploitation	38 698	38 354
Achats de marchandise	0	0
Variation de stocks de marchandises	0	0
Variation de stocks de matières premières	0	0
Autres achats et charges externes	14 602	14 029
Impôts, taxes et versements assimilés	1 543	1 402
Salaires et traitements	12 315	13 095
Charges sociales	5 867	5 620
Dotations aux amortissements sur immobilisations	654	684
Dotations aux provisions sur immobilisations	0	0
Dotations aux provisions sur actif circulant	0	14
Dotations aux provisions pour risques et charges	300	950
Autres charges	3 418	2 560
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 430	3 373
Produits financiers	8	7
Autres intérêts et produits assimilés	1	0
Reprises sur provisions et transfert de charges	8	7
Différences positives de change	0	0
Charges financières	24	53
Dotations financières aux amortissements et provisions	2	20
Intérêts et charges assimilées	21	33
Différences négatives de change	1	0
RÉSULTAT FINANCIER	-16	-46
Produits exceptionnels	1 226	132
Produits exceptionnels sur opération de gestion	511	96
Produits exceptionnels sur opération en capital	714	3
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	33
Charges exceptionnelles	936	123
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	323	122
Charges exceptionnelles sur opération en capital	613	1
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	290	9
Total des produits	42 362	41 866
Total des charges	39 658	38 530
Solde intermédiaire	2 703	3 336
+/- Report des ressources non utilisées sur exercices antérieurs	515	73
- Engagement à réaliser sur ressources affectées	903	622
RÉSULTAT NET (EXCÉDENT OU DÉFICIT)	2 315	2 787

La collecte de fonds est stable par rapport à 2014.

Le résultat financier est déficitaire, mais en constante amélioration d'année en année.

Le déficit est lié au décalage entre la réalisation de nos actions et le versement tardif de certaines subventions (agios bancaires plus importants). Mais ce déficit est atténué grâce aux prélèvements mensualisés en constante augmentation réalisés auprès de nos donateurs-rices et les versements mensualisés des financements médico-sociaux (Caarud).

Une augmentation des charges de + 1,2 % en 2015 liée à la reprise de l'activité suite au PSE.

MISSIONS SOCIALES

